

MODALITES SANITAIRES DE LA REPRISE : LA DSR DEMANDE ENCORE 10 JOURS DE REFLEXION !

Alors qu'elle s'était engagée à répondre vendredi dernier à notre [cahier de revendications](#) sur le volet sanitaire de la reprise, la DSR a une nouvelle fois ajourné cette discussion.

Elle souhaite désormais que nous échangions avec un médecin du ministère de la santé début mai, après les déclarations du Premier ministre du 29 avril. C'est également à cette échéance que nous connaissons la date de reprise décidée par l'Administration.

Le SNICA-**FO** a indiqué que cette procrastination
n'est pas de nature à rassurer les IPCSR et DPCSR !

Nous avons également rappelé au sous-directeur que c'est bien à la DSR qu'il reviendrait de prendre la décision finale, tel qu'arbitrée en CHSCT des DDI par le secrétariat général du Gouvernement, et que l'avis du docteur ne pouvait être que consultatif.

Nous avons rappelé les 2 revendications phares de notre cahier de revendications :

Des masques FFP2 doivent être mis à disposition des IPCSR, car seuls ces dispositifs protègent leur porteur.

Les personnes présentes dans les véhicules doivent être préalablement testées « *négatif* ».

*Les revendications du SNICA-**FO** déjà actées à ce stade*

Le principe d'une réunion technique de reprise qui permet à la fois de donner la parole aux IPCSR et DPCSR et de rappeler les règles sanitaires à mettre en œuvre durant les examens.

Accompagnement psychologique proposé à chaque agent en amont de la reprise

Le MI a décidé de mettre en œuvre un dispositif d'aide et de soutien psychologique. Ce sujet fera l'objet d'un prochain post sur notre site.

La programmation d'une nouvelle journée de formation moto, avec mise à disposition de machines (priorité donnée comme la journée précédente au matériel et démonstrateur de la police ou gendarmerie).

Quid de l'unité moto à 12 minutes ?

Nous avons également rappelé que la période de confinement était idéale pour réfléchir et mettre en œuvre notre revendication de l'unité moto à 12 minutes dès la reprise.

Le sous-directeur indique que ses services vont se pencher sur la question.

A suivre donc : ce sujet sera à l'ordre du jour des prochaines visio-conférences avec ERPC.